

a

**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration – Quatre-vingtième session**  
Rome, 17-18 décembre 2003

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT AUX

**ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE**

POUR LE

**PROJET DE RENFORCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL POUR LES  
MICROBASSINS VERSANTS**



## TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE.....	iii
POIDS ET MESURES.....	iii
SIGLES ET ACRONYMES .....	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET .....	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT .....	v
NOTE DE PRÉSENTATION .....	vi
<b>PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA.....</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole.....	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA .....	2
C. La stratégie de collaboration du FIDA avec le Mexique .....	2
<b>DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET .....</b>	<b>4</b>
A. Zone du projet et groupe cible.....	4
B. Objectifs et portée .....	5
C. Composantes.....	5
D. Coûts et financement .....	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes.....	9
F. Organisation et gestion.....	9
G. Justification économique .....	10
H. Risques .....	11
I. Impact sur l'environnement .....	11
J. Aspects novateurs.....	11
<b>TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ .....</b>	<b>11</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION.....</b>	<b>12</b>
<b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS     L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ</b>	<b>13</b>

**APPENDICES**

<b>I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN MEXICO (FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA AU MEXIQUE)</b>	<b>2</b>
<b>III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>3</b>
<b>IV. POVERTY AND GENDER IN MEXICO (PAUVRETÉ ET ÉQUITÉ HOMMES-FEMMES AU MEXIQUE)</b>	<b>6</b>
<b>V. PROJECT STRATEGY AND DESIGN (STRATÉGIE ET CONCEPTION DU PROJET)</b>	<b>8</b>
<b>VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)</b>	<b>10</b>

### TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Nouveau peso mexicain (MXN)
1,00 USD	=	10,50 MXN
1,00 MXN	=	0,09USD

### POIDS ET MESURES

Système métrique

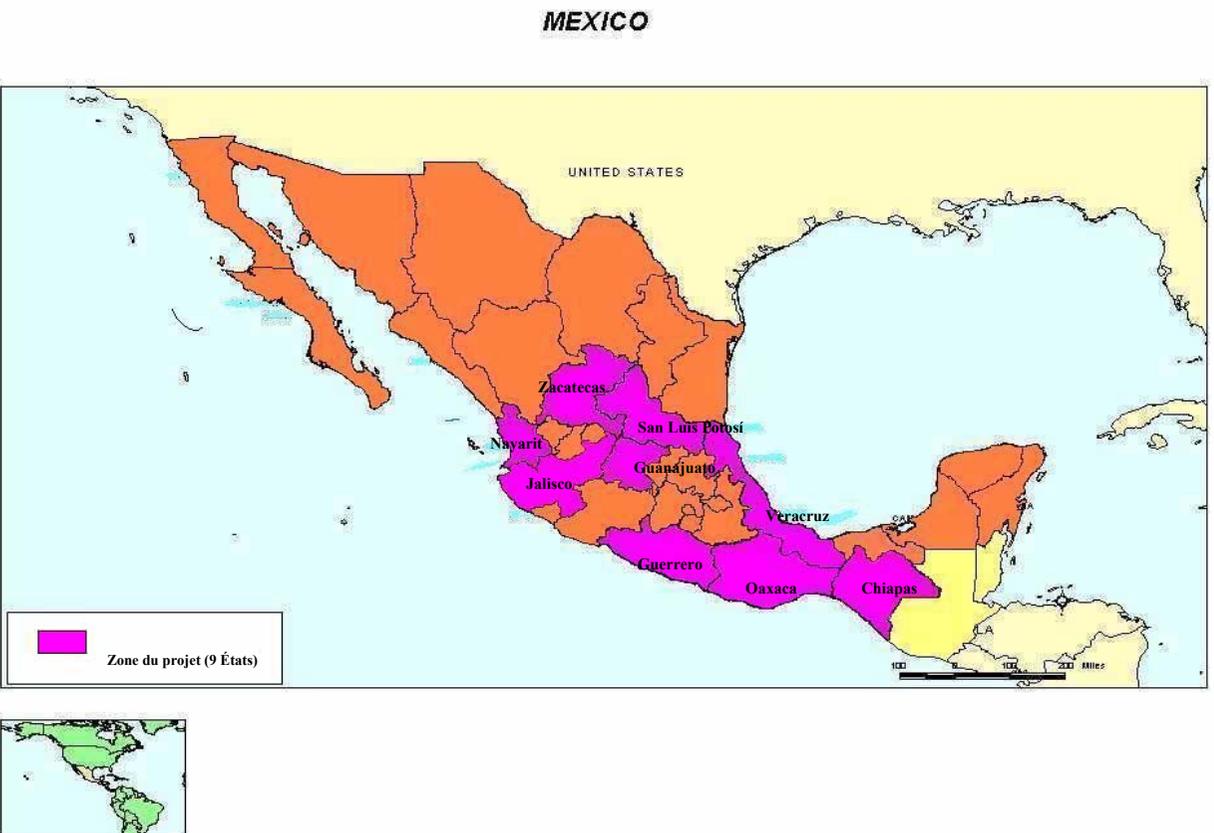
### SIGLES ET ACRONYMES

ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
FIRCO	<i>Fideicomiso de Riesgo Compartido</i> (Fonds fiduciaire pour le risque partagé)
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
NAFIN	Nacional Financiera (Banque mexicaine de développement)
PNMV	Programme national pour les microbassins versants
SAGARPA	Secrétariat de l'agriculture, de l'élevage, du développement rural, de la pêche et de l'alimentation
UEP	Unité d'exécution du projet
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

### GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE Année budgétaire

1<sup>er</sup> janvier – 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA  
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE

### PROJET DE RENFORCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL POUR LES MICROBASSINS VERSANTS

#### RÉSUMÉ DU PRÊT

<b>INSTITUTION INITIATRICE:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	États-Unis du Mexique
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Secrétariat de l'agriculture, de l'élevage, du développement rural, de la pêche et de l'alimentation
<b>COÛT TOTAL DU PROJET:</b>	28,0 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	10,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
<b>COFINANCEUR:</b>	Fonds pour l'environnement mondial
<b>MONTANT DU COFINANCEMENT:</b>	4,0 millions de USD
<b>CONDITIONS DU COFINANCEMENT:</b>	Don
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	7,0 millions de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	2,0 millions de USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

## NOTE DE PRÉSENTATION

**Qui sont les bénéficiaires?** Le groupe cible est formé de 176 000 habitants (44 000 bénéficiaires directs et 132 000 bénéficiaires indirects) des zones rurales pauvres situées dans huit États mexicains. Les bénéficiaires directs sont les petits paysans pauvres ou sans terre et les microentrepreneurs (hommes et femmes), outre les jeunes gens, les femmes et les enfants. On estime que 45% de la population cible est d'origine indigène et que 19 800 de ces personnes bénéficieront directement du projet. Viendront s'y ajouter 13 200 femmes chefs de ménage, dont 30% appartiendront à des organisations économiques (s'occupant de l'agriculture et de la microentreprise) dans les zones des bassins versants.

**Pourquoi sont-ils pauvres?** La grande pauvreté et les inégalités dont souffrent les communautés indigènes rurales du Mexique s'expliquent par les préjugés et la discrimination dont elles ont été victimes de tout temps ainsi que par leur exclusion de la vie sociale, économique et politique. Dans ces groupes, la pauvreté rurale est principalement liée au manque d'accès à la terre, à l'extrême fragmentation des exploitations, à l'insuffisance des systèmes de commercialisation, à l'accès limité aux ressources productives et à la dégradation de la base de ressources naturelles, principalement sous l'effet du déboisement, de l'érosion des sols et de la perte de fertilité. Les femmes rurales risquent généralement plus de tomber dans la pauvreté que les hommes ruraux ou les femmes urbaines. Les femmes prennent une part très active à la production agricole, tant à titre individuel que comme membres de la main-d'œuvre familiale; elles ne participent cependant que rarement aux associations économiques locales en raison des restrictions sociales, de l'analphabétisme, du faible niveau d'instruction et d'un taux de natalité très élevé.

**Que peuvent-ils attendre du projet?** Le projet encouragera le développement économique des zones rurales dans huit États choisis du Mexique. Il utilisera comme unité territoriale les microbassins versants pour la planification et la réalisation d'initiatives sociales, productives et environnementales à moyen ou long terme pour les investissements publics à l'échelon fédéral, de l'État et de la municipalité. Le projet soutiendra la participation des organisations de base et consolidera les activités économiques des bénéficiaires afin de relever l'opinion que les ruraux pauvres (en particulier ceux des groupes indigènes) ont d'eux-mêmes et de renforcer leurs organisations locales. Il consolidera les instruments participatifs de diagnostic et de planification afin de dégager une vision commune du développement social, économique et environnemental à long terme. Les services de terrain du projet appuieront les communautés locales et les organisations économiques dans la réalisation de leurs activités sociales, productives et environnementales en faisant appel aux agents de vulgarisation (*promotores campesinos*) formés aux questions environnementales et à la production agricole. Ces agents entreprendront toutes les activités techniques de soutien direct, avec l'appui technique du personnel du projet.

**Comment participeront-ils au projet?** Le projet associera les bénéficiaires à la planification, la gestion et la supervision des activités de développement communautaire et de mise en valeur des bassins versants en vue de renforcer les moyens d'action de la société civile rurale et en particulier de ses organisations indigènes. Par la formation, le projet aidera les groupes de représentants des bénéficiaires capables d'exprimer leurs vues et de négocier leurs revendications concernant les programmes d'aménagement des microbassins versants et des municipalités. Les mécanismes d'information en retour seront établis pour les petits exploitants, les organisations sous-traitantes de soutien et le personnel technique du projet. En outre, les représentants des bénéficiaires jouiront d'un soutien pour pouvoir participer aux conseils de planification des microbassins versants et des municipalités qui seront créés dans le cadre de la Loi sur le développement durable du Mexique, promulguée récemment par le gouvernement. Les bénéficiaires participeront aussi au système de suivi et d'évaluation du projet.

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT AUX**  
**ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE**  
**POUR LE**  
**PROJET DE RENFORCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL**  
**POUR LES MICROBASSINS VERSANTS**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt aux États-Unis du Mexique d'un montant de 10,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions de USD) à des conditions ordinaires en vue de contribuer au financement du projet de renforcement du programme national pour les microbassins versants. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. Avec une superficie terrestre de 1,96 million de km<sup>2</sup>, le Mexique vient au troisième rang des pays d'Amérique latine par son étendue. Il vient au deuxième rang par sa population, avec plus de 98 millions d'habitants en 2000. La population rurale est estimée à 25 millions, soit 26% de la population totale. La population indigène en représente 11% et est établie principalement (70%) dans les zones rurales.

2. En dépit de la crise financière de 1994, le Mexique est aujourd'hui fermement établi comme pays à revenu intermédiaire. Au début de 1995, le gouvernement a présenté un programme économique visant à stabiliser l'économie, à restaurer la confiance internationale et à créer les conditions d'une croissance économique durable. Depuis son adoption, de grands progrès ont été enregistrés, bien qu'il subsiste un énorme fossé entre les riches et les pauvres, le nord et le sud, et les villes et les campagnes. L'expansion du secteur privé et l'adhésion à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ont aidé le Mexique à bénéficier d'un marché des exportations en progression, cependant qu'une bonne gestion macroéconomique a préservé la bonne santé de l'économie mexicaine pendant la récession mondiale. Toutefois, de larges segments de la population n'ont pas bénéficié de l'expansion économique, en particulier les populations indigènes, les paysans et les ruraux des États méridionaux.

3. Malgré son étendue géographique, le Mexique n'est pas bien doté en ressources agricoles. Sur une superficie totale de près de 196 millions d'hectares, seulement 10% ou 19 millions d'hectares ont un potentiel agricole, puisque près de la moitié du pays est désertique. La productivité de l'agriculture est inférieure à la moyenne nationale, puisque 20% de la population économiquement active du pays est employée dans l'agriculture qui produit moins de 8% du produit intérieur brut (PIB). L'évolution inégale du secteur agricole se manifeste par l'incidence généralisée de la pauvreté rurale.

---

<sup>1</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

4. Les effets de l'ALENA sur l'agriculture paysanne ont fait l'objet de scénarios contradictoires. Alors qu'un rapport<sup>2</sup> conclut que trois millions de familles seront contraintes de quitter les zones rurales suite à l'effondrement des prix sur le marché des céréales de base, une autre étude<sup>3</sup> affirme que ces chiffres sont exagérés, car le caractère diversifié de l'économie paysanne atténuera l'effet négatif d'une chute des prix du maïs. Par ailleurs, l'expansion des cultures d'exportation et des agro-industries connexes a accru la demande de main-d'œuvre et a ouvert des débouchés croissants à la main-d'œuvre saisonnière dans l'agriculture, créant des possibilités de revenu dans les zones rurales.

### **B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA<sup>4</sup>**

5. Le FIDA a approuvé cinq projets au Mexique, pour des prêts d'un montant total de 112 millions de USD. Les projets en cours sont réalisés par le Secrétariat au développement social (SEDELSOL) et sont destinés aux communautés indigènes de la péninsule du Yucatan. Le projet de développement rural dans les zones de production du caoutchouc du Mexique est réalisé par le Secrétariat de l'agriculture, de l'élevage, du développement rural, de la pêche et de l'alimentation (SAGARPA). Les principaux enseignements<sup>5</sup> tirés des projets du FIDA sont que: i) les interventions du FIDA devraient définir le cadre institutionnel le plus simple possible aux échelons fédéral et local de façon à ménager un espace pour la participation des organisations de base et des organisations non gouvernementales; ii) la création de fonds d'investissements communaux sociaux et productifs, fonctionnant selon des mécanismes participatifs d'allocation, a réussi à améliorer la base du capital social et productif des ruraux pauvres; iii) l'impact sur la production et les revenus s'améliore sensiblement lorsque les mécanismes participatifs permettent aux bénéficiaires de choisir le type d'investissement et d'activité qui sera financé et soutenu par les projets, et iv) les projets du FIDA devraient encourager les efforts de décentralisation par leur conception et leur mode opératoire ainsi que la formation systématique des organisations de base, des agents de l'administration locale et du personnel du projet.

### **C. La stratégie de collaboration du FIDA avec le Mexique**

6. **La politique d'éradication de la pauvreté du Mexique.** En 2001, le gouvernement (sous la présidence de Fox Quesada) a redéfini les stratégies de développement social et de réduction de la pauvreté du Mexique. Il a pris pour objectif central d'obtenir une large amélioration dans la qualité de vie de la population, l'égalité des chances et une réduction sensible et soutenue des niveaux de pauvreté, en particulier dans les groupes extrêmement pauvres, vulnérables et marginalisés.

7. Le présent gouvernement a donné la priorité au développement microrégional comme instrument de réduction de la pauvreté et de progrès socioéconomique des ruraux pauvres. Le SEDESOL a centré son attention sur 155 microrégions pauvres du pays, situées dans 18 États et comptant au total 539 municipalités considérées comme extrêmement pauvres et peuplées essentiellement de communautés indigènes. La population cible totale est estimée à 6,8 millions d'habitants. Selon les mêmes principes de planification territoriale du développement rural et de réduction de la pauvreté, le SAGARPA s'est servi depuis 2001 des microbassins versants comme unité territoriale pour le développement rural et agricole ainsi que pour la protection et la gestion des ressources naturelles. En 2001, le programme national pour les microbassins versants (PNMV) a été

---

<sup>2</sup> Calva, J.L. 1992. Probables Efectos de un Tratado de Libre Comercio en el Campo. Fontamara, Mexico. p. 35.

<sup>3</sup> De Janvry, A. et al. 1994. NAFTA and Mexico's Corn Producers. Document présenté au XVIII<sup>e</sup> Congrès international LASA (Latin American Studies Association), Atlanta (États-Unis), 10-12 mars 1994.

<sup>4</sup> Voir l'appendice II pour de plus amples informations.

<sup>5</sup> Fondé sur: i) le rapport d'évaluation rétrospective du projet de développement rural de l'Oaxaca (1991); ii) le rapport préterminal d'évaluation du projet de développement des communautés rurales marginales de la région de production de l'ixtle (1998) et iii) les rapports annuels de supervision du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

mis en œuvre dans le cadre du Fonds fiduciaire pour risque partagé<sup>6</sup> (FIRCO). Il s'étend aujourd'hui à plus de 350 microbassins versants et bénéficie à plus de 800 000 habitants dans tout le pays. Si son but ultime est de réduire la pauvreté rurale et la marginalisation<sup>7</sup>, il a également pour objectif important d'articuler en un seul cadre de planification les activités menées par les administrations fédérales, d'État et municipales.

8. **Les activités d'éradication de la pauvreté menées par d'autres grands donateurs.** Un certain nombre de donateurs multilatéraux, régionaux et bilatéraux fournissent une assistance financière et de développement au Mexique par le biais de plus de 700 projets. Le portefeuille actuel de la Banque mondiale comprend 24 opérations totalisant 2,9 milliards de USD. Le portefeuille de la Banque interaméricaine de développement (BID) comprend des opérations et programmes pour plus de 3,5 milliards de USD. Moins de 15% des ressources de la Banque mondiale et de la BID sont destinées à des programmes de production agricole ou de développement social en milieu rural. La santé, l'éducation, les infrastructures rurales et la modernisation du cadre institutionnel et fonctionnel du gouvernement sont les domaines bénéficiant des principaux investissements de ces deux institutions financières. La BID finance la modernisation des services agricoles, la gestion des ressources naturelles et le développement rural. La Banque mondiale fournit aussi des ressources financières dans le cadre du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui finance actuellement plusieurs programmes de conservation des réserves de la biosphère<sup>8</sup> et d'autres programmes spéciaux de protection de l'environnement et des ressources naturelles. Parmi les autres pays qui apportent une aide bilatérale en faveur de programmes de développement social, on peut citer l'Allemagne, l'Espagne, la France, le Japon et le Royaume-Uni.

9. **Stratégie du FIDA au Mexique.** La stratégie actuelle du FIDA<sup>9</sup> vise à renforcer les moyens d'action des organisations de base en tant que mesure initiale pour élever les revenus par l'amélioration de la production agricole et les filières commerciales. Les axes stratégiques du FIDA consistent à: i) promouvoir des organisations de base actives et solides pour les petits exploitants, les femmes, les membres de l'*ejido* (une forme légale de propriété communale) et les communautés indigènes pour parvenir à un développement communautaire décentralisé et aussi pour promouvoir une société civile viable dans les zones rurales, et ii) aider à relever la production agricole des communautés indigènes, des petits exploitants et des membres de l'*ejido* afin d'accroître le revenu des familles et d'encourager le remplacement des importations et le développement des exportations. Les principaux axes stratégiques tiendront compte de la protection de l'environnement et de la problématique hommes-femmes, considérations qui doivent prendre place dans les politiques générales de développement rural et dans les activités des projets.

10. La concertation et le rôle de catalyseur du FIDA portent sur le renforcement des méthodes participatives en prise sur la demande dans le développement rural et agricole décentralisé en encourageant la coordination entre le SAGARPA, le Secrétariat au développement social (SEDESOL) et les administrations des États et des municipalités en vue de la réduction de la pauvreté rurale et du développement rural durable. La stratégie du FIDA au Mexique stimulera aussi la participation du secteur privé à l'apport de services ruraux et renforcera les liens entre les agriculteurs et les marchés industriels ou d'exportation.

11. **Raison d'être du projet.** La stratégie générale et la raison d'être du projet sont dictées par les politiques et priorités actuelles du gouvernement en matière de développement rural et de réduction de la pauvreté ainsi que par le Cadre stratégique du FIDA 2002-2006 et de ses stratégies par pays et directives opérationnelles. La démarche générale du projet consiste à soutenir le développement

---

<sup>6</sup> *Fideicomiso de Riesgo Compartido.*

<sup>7</sup> Voir l'appendice IV.

<sup>8</sup> Zones géographiques protégées en raison de l'importance de leur biodiversité.

<sup>9</sup> FIDA. 1999. Exposé des options et stratégies d'intervention pour le Mexique (COSOP). Rapport confidentiel n° 1123 MX, avril 1999.

économique et social des communautés rurales pauvres situées dans les microbassins versants choisis, à l'aide d'une approche globale. Le projet répond donc à la nécessité d'investir dans le capital humain et social local, dans le développement socioéconomique et dans la conservation et la gestion des ressources naturelles. Les composantes du projet ont été formulées d'après le cadre conceptuel et stratégique de développement du FIRCO pour le PNMV (voir l'appendice V) et d'après le Cadre stratégique du FIDA 2002-2006.

12. Le cadre stratégique du PNMV et du projet repose sur trois éléments conceptuels: i) le choix des microbassins versants comme unité territoriale de base pour la planification et le développement; ii) la gestion et la conservation participatives des ressources naturelles en tant que point de départ du développement local; et iii) le développement socioéconomique local selon des méthodes participatives (au sens le plus large<sup>10</sup>).

13. Le choix des microbassins versants présente un ensemble important d'avantages pour les opérations du projet et la réalisation de ses objectifs, notamment: i) la taille modeste de l'unité hydrologique (au maximum 6 000 ha) accroît la possibilité de mener des actions globales en vue de la conservation et de la gestion des ressources naturelles et du développement socioéconomique; ii) le fait que les communautés rurales vivent dans la zone du bassin versant permet de familiariser plus facilement la population locale avec ses caractéristiques topographiques et biologiques, de lui donner la maîtrise directe de la terre (par la propriété personnelle, l'*ejido* ou la propriété communale) et de maintenir les liens culturels et religieux avec les repères géographiques; et iii) le nombre limité d'habitants de la zone et le montant relativement réduit des investissements dans les programmes sociaux, de production et de protection de l'environnement se prêtent à la réalisation d'activités pilotes de conservation et à des investissements productifs.

14. L'axe principal du projet sur le plan des opérations est le Plan cadre des bassins versants pour la conservation et la production (PCMCP), qui sera formulé selon des méthodes démocratiques et participatives afin d'obtenir que toutes les parties concernées adoptent la même vision socioéconomique à long terme. Ce plan cadre deviendrait l'instrument majeur de la planification des microbassins versants pour les communautés rurales et les administrations fédérales, d'État et municipales et représenterait le mécanisme essentiel de coordination et d'articulation des investissements publics. Lorsqu'il sera achevé, les budgets annuels et les plans opérationnels des administrations fédérales, d'État et municipales devraient reposer sur un scénario de planification à long terme ou y être adaptés afin d'éviter le chevauchement entre institutions ou la dispersion et le manque de coordination entre investissements et actions de caractère unilatéral.

## DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

### A. Zone du projet et groupe cible

15. La zone du projet englobe neuf États: Chiapas, Guanajuato, Guerrero, Jalisco, Nayarit, Oaxaca, San Luis Potosí, Veracruz et Zacatecas. Les neuf États forment un échantillon représentatif des principaux biomes<sup>11</sup> du pays.

16. Le projet sera réalisé dans 220 microbassins versants et sera étalé sur cinq ans. La sixième année servira à consolider les activités de conservation et de développement. Ces microbassins serviront d'expérience pilote au programme national pour les microbassins versants et seront utilisés

---

<sup>10</sup> Comprend la participation active et coordonnée des organisations de base des communautés des microbassins versants, des organisations indigènes, de l'administration municipale et des programmes de développement socioéconomique des États et du gouvernement fédéral.

<sup>11</sup> Le biome correspond à une classification internationale des zones écologiques du monde basée sur les caractéristiques géographiques, le lieu, la végétation, la vie animale et les conditions climatiques.

pour les innovations méthodologiques en matière de planification participative, de coordination institutionnelle, de restauration des ressources naturelles des microbassins versants, de techniques de conservation et de gestion, outre l'évaluation de l'impact social, économique et environnemental.

17. La population cible est estimée à 176 000 personnes, soit 44 000 bénéficiaires directs et 132 000 bénéficiaires indirects. Les bénéficiaires directs seront les petits paysans ou les paysans sans terre, ainsi que les microentrepreneurs (hommes et femmes), outre les jeunes gens, les femmes et les enfants. On estime que 45% de la population cible est d'origine indigène et que 19 800 de ces personnes membres bénéficieront directement du projet. En outre, 13 200 de ces bénéficiaires directs seront des femmes chefs de ménage, dont 30% participeront à des organisations économiques (traitant de l'agriculture et de la microentreprise) dans les périmètres des bassins versants.

### **B. Objectifs et portée<sup>12</sup>**

18. Le projet a pour objectif d'ensemble de faire reculer sensiblement la pauvreté, la marginalisation et la discrimination dont souffrent les groupes indigènes et non indigènes les plus pauvres au sein des communautés rurales installées dans les microbassins versants des huit États choisis. On y parviendra par le développement socioéconomique des microbassins dans une optique globale et viable sur le plan de l'économie et de l'environnement. Ses objectifs spécifiques consistent à: i) consolider les ressources humaines et sociales des communautés rurales pauvres; ii) améliorer la conservation et la gestion des sols, de l'eau et de la végétation à l'aide d'une définition territoriale du microbassin versant en tant qu'unité d'intervention de base; iii) relever les niveaux de revenus des familles bénéficiaires par l'amélioration de la production et de la commercialisation des produits de la forêt, de la culture, de l'élevage et de la microentreprise obtenue selon des méthodes acceptables pour l'économie et l'environnement; et iv) renforcer les moyens d'action du PNMV en vue de la planification et de l'exécution participatives des activités visant au développement local et à la conservation des ressources naturelles, et accroître les moyens de coordination des institutions municipales, d'État et fédérales.

### **C. Composantes**

19. Selon son cadre stratégique et sa conception opérationnelle, le projet sera réalisé à l'aide de quatre composantes: i) valorisation du capital humain et social; ii) gestion de ressources naturelles; iii) développement agricole et non agricole; et iv) développement institutionnel. Il comprendra aussi une unité d'exécution du projet (UEP) formée d'unités chargées de l'administration, de la problématique hommes-femmes, de la planification et du suivi et évaluation.

20. **La valorisation du capital humain et social** a pour objectif général d'améliorer la capacité des organisations locales des bénéficiaires à participer activement aux processus de développement social et économique au niveau local, microrégional et municipal. Les organisations locales et d'autres groupes formels et informels seront encouragés en tant qu'instruments de collaboration participative au développement rural et microrégional. L'autonomisation des ruraux pauvres et de leurs organisations locales est l'objectif ultime de cette composante. Une attention particulière sera portée au renforcement des organisations économiques et sociales des femmes par la formation au rôle de dirigeant et par des services de soutien.

21. Cette composante sera réalisée à l'aide des activités suivantes: i) soutien des communautés des microbassins versants dans l'élaboration du PCMCP et la consolidation de ses fondements méthodologiques et opérationnels; ii) réalisation d'un programme formel de formation (*diplomado*)<sup>13</sup>

---

<sup>12</sup> Voir l'appendice IV pour de plus amples informations.

<sup>13</sup> Au Mexique, un programme de formation structuré comprenant un plan d'études préétabli et approuvé, débouchant sur un certificat de fin d'étude, se nomme *Diplomado*. Ce certificat contribue à relever l'opinion qu'ont de soi ceux qui entament et terminent le cycle de formation.

pour les *promotores campesinos*; iii) réalisation d'un *diplomado* pour les spécialistes sur le terrain qui s'occupent de planifier la mise en valeur et la conservation des ressources naturelles des microbassins versants; iv) un programme de consolidation des organisations communautaires et des administrations municipales de ces microbassins; v) un programme de formation continue pour les assistants techniques des microbassins; et vi) la réalisation d'un programme rural de communication.

22. **Gestion des ressources naturelles.** Cette composante a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de la population cible par des activités visant à améliorer la gestion et la conservation des sols, de l'eau, de la végétation et de la biodiversité, en recourant à l'unité fonctionnelle du microbassin versant comme moyen d'intervention de base. On y parviendra par: i) le renforcement des stratégies du PNMV pour obtenir une gestion plus intégrée et plus viable du bassin versant en tant qu'unité d'intervention; ii) l'amélioration du rapport existant entre la conservation et la gestion des ressources naturelles et la productivité des activités agricoles; et iii) la sensibilisation des usagers et des décideurs, aux niveaux local, municipal, d'État et fédéral, à l'importance de l'environnement; et iv) la mise en œuvre d'un système d'information géographique avec lequel le personnel du projet actualisera les données au niveau du microbassin versant.

23. Cette composante comportera les interventions suivantes: iv) sensibilisation et renforcement des capacités du groupe cible; ii) renforcement des capacités du personnel du projet, de l'État et des municipalités; iii) investissements dans la gestion et la conservation des ressources naturelles, y compris la mise en place des structures de base pour la conservation des sols et la récolte de l'eau, l'adoption de méthodes de production qui conservent les ressources en sols et en eau et la réalisation d'activités de reboisement; iv) l'introduction de méthodes appropriées d'utilisation des terres et la démonstration de systèmes de production; et v) la généralisation et la diffusion des meilleures pratiques en matière de gestion des ressources naturelles.

24. **Développement agricole et non agricole.** Cette composante vise à aider la population paysanne des bassins versants à appliquer avec succès les propositions rentables et économiquement viables. La stratégie d'intervention a deux volets. Premièrement, elle ciblera l'assistance sur un nombre limité de chaînes agro-industrielles dans chacun des bassins versants qui auront été retenus comme offrant le meilleur potentiel de commercialisation. Deuxièmement, elle apportera les services et le soutien du projet selon une démarche globale. Cibler les activités agricoles et non agricoles connexes peut améliorer les possibilités de commercialisation par la diversification de l'offre, et ouvrir ainsi de nouveaux débouchés. Le recours à une approche globale conjuguant formation ou assistance technique, financement des infrastructures, fourniture des intrants et aide à la commercialisation permettra de réaliser intégralement et de façon coordonnée les propositions des bénéficiaires et réduira au minimum les risques qui sont ceux des petites entreprises.

25. Cette composante prévoit deux grandes activités: i) un soutien à la commercialisation, pour faciliter l'accès aux marchés locaux, régionaux et nationaux, et ii) un programme de microentreprises, visant à soutenir dans chaque bassin versant des ensembles de petites entreprises dans une approche globale.

26. **Développement institutionnel.** Cette composante vise à offrir un cadre formel aux actions catalytiques du projet. Elle a pour objectif d'aider le PNMV à élaborer, expérimenter et diffuser des méthodes et instruments de planification participative pour les microbassins versants locaux et pour la réalisation des initiatives sociales, productives et environnementales dans la communauté. Elle aidera aussi le PNMV à renforcer la coordination à l'intérieur des institutions et entre elles et à planifier les programmes de développement rural à l'échelon fédéral, d'État et municipal et à en établir le budget.

27. Les activités prévues au titre de cette composante sont: i) sous-traiter à des prestataires privés les services de soutien technique en matière de développement socioéconomique et de conservation des ressources naturelles; ii) mettre en place un système d'information géographique; iii) organiser chaque année des séminaires et ateliers dans chacun des États participants pour y étudier et exposer

les méthodes et instruments qui ont fait leurs preuves pour la planification et la mise en valeur participatives des microbassins versants, et iv) charger des consultants nationaux et internationaux d'aider le PNMV à repérer les méthodes éprouvées et à encourager les échanges réciproques entre les projets du FIDA et ceux d'autres donateurs qui traitent des ressources naturelles.

#### D. Coûts et financement

28. Le coût total du projet est estimé à 28,0 millions de USD (tableaux 1 and 2). Son financement se répartit comme suit: un prêt du FIDA de 15,0 millions de USD (54% du total des coûts), une contribution de contrepartie du gouvernement de 7,0 millions de USD (25%); un don du FEM de 4,0 millions de USD (14%); une contribution en nature des bénéficiaires de 2,0 millions de USD (7%). Le don du FEM est en cours d'élaboration par son Bureau régional pour l'Amérique latine, en collaboration avec le PNMV. La composante valorisation du capital humain et social représente un montant total de 4,8 millions de USD, soit 17% du coût total du projet; la gestion des ressources naturelles 9,7 millions de USD (35%); le développement agricole et non agricole 5,9 millions de USD (21%) et le développement institutionnel 4,0 millions de USD (14%). L'UEP a un coût total de 3,5 millions de USD (13%), y compris le suivi et évaluation et les activités consacrées à la problématique hommes-femmes.

**TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
<b>A. Valorisation du capital humain et social</b>					
1. Formation et communication rurale	2 163	176	2 339	8	9
2. Planification participative	2 024	111	2 136	5	8
<b>Sous-total</b>	<b>4 187</b>	<b>288</b>	<b>4 475</b>	<b>6</b>	<b>17</b>
<b>B. Gestion des ressources naturelles</b>					
1. Soutien technique	3 383	366	3 749	10	14
2. Investissements dans la conservation	5 779	-	5 779	-	22
<b>Sous-total</b>	<b>9 162</b>	<b>366</b>	<b>9 528</b>	<b>4</b>	<b>36</b>
<b>C. Développement agricole et non agricole</b>					
1. Commercialisation	778	8	786	1	3
2. Soutien des microentreprises	4 572	487	5 059	10	19
<b>Sous-total</b>	<b>5 351</b>	<b>495</b>	<b>5 845</b>	<b>8</b>	<b>22</b>
<b>D. Développement institutionnel</b>	<b>3 473</b>	<b>232</b>	<b>3 705</b>	<b>6</b>	<b>14</b>
<b>E. Unité d'exécution du projet</b>					
1. Unité de gestion	1 937	50	1 987	2	7
2. Unité de planification, suivi et évaluation	759	45	804	6	3
3. Promotion de l'équité hommes-femmes	382	26	408	6	2
<b>Sous-total</b>	<b>3 078</b>	<b>120</b>	<b>3 199</b>	<b>4</b>	<b>12</b>
<b>Total des coûts de base</b>	<b>25 252</b>	<b>1 501</b>	<b>26 752</b>	<b>6</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	144	21	165	13	1
Provision pour aléas financiers	1 034	49	1 083	5	4
<b>Total des coûts du projet</b>	<b>26 429</b>	<b>1 571</b>	<b>28 000</b>	<b>6</b>	<b>105</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

**TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	Gouvernement		FIDA		FEM		Bénéficiaires		Total		Devise	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
<b>A. Valorisation du capital humain et social</b>													
1. Formation et communication rurale	369	15	2 065	83	-	-	56	2	2 491	9	187	1 996	307
2. Planification participative	130	6	2 231	95	-	-	-	-	2 362	8	124	2 197	41
<b>Sous-total</b>	<b>500</b>	<b>10</b>	<b>4 297</b>	<b>89</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>56</b>	<b>1</b>	<b>4 852</b>	<b>17</b>	<b>311</b>	<b>4 193</b>	<b>348</b>
<b>B. Gestion des ressources naturelles</b>													
1. Soutien technique	214	6	1 025	27	2 093	55	494	13	3 825	14	373	3 376	76
2. Investissements dans la conservation	1 884	32	1 290	22	1 907	33	757	13	5 838	21	-	5 726	113
<b>Sous-total</b>	<b>2 098</b>	<b>22</b>	<b>2 315</b>	<b>24</b>	<b>4 000</b>	<b>41</b>	<b>1 251</b>	<b>13</b>	<b>9 663</b>	<b>35</b>	<b>373</b>	<b>9 102</b>	<b>189</b>
<b>C. Développement agricole et non agricole</b>													
1. Commercialisation	704	82	155	18	-	-	-	-	859	3	9	721	129
2. Soutien des microentreprises	971	19	3 426	67	-	-	693	14	5 090	18	489	4 528	73
<b>Sous-total</b>	<b>1 675</b>	<b>28</b>	<b>3 581</b>	<b>60</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>693</b>	<b>12</b>	<b>5 949</b>	<b>21</b>	<b>499</b>	<b>5 249</b>	<b>202</b>
<b>D. Développement institutionnel</b>	<b>620</b>	<b>15</b>	<b>3 401</b>	<b>85</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 022</b>	<b>14</b>	<b>253</b>	<b>3 165</b>	<b>603</b>
<b>E. Unité d'exécution du projet</b>													
1. Unité de gestion	1 555	72	613	28	-	-	-	-	2 167	8	55	1 788	325
2. Unité de planification, suivi et évaluation	345	39	541	61	-	-	-	-	886	3	51	702	133
3. Promotion de l'équité hommes-femmes	208	45	253	55	-	-	-	-	460	2	30	361	69
<b>Sous-total</b>	<b>2 107</b>	<b>60</b>	<b>1 406</b>	<b>40</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 513</b>	<b>13</b>	<b>135</b>	<b>2 851</b>	<b>527</b>
<b>Total des coûts du projet</b>	<b>7 000</b>	<b>25</b>	<b>15 000</b>	<b>54</b>	<b>4 000</b>	<b>14</b>	<b>2 000</b>	<b>7</b>	<b>28 000</b>	<b>100</b>	<b>1 571</b>	<b>24 560</b>	<b>1 869</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

### **E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes**

29. Les marchés relatifs aux biens et travaux financés au titre du projet seront passés conformément aux procédures du FIDA, tandis que les contrats de services de consultants seront attribués conformément aux procédures de l'institution coopérante agréées par le FIDA. Les marchés de biens seront passés par voie d'appel à la concurrence locale comme stipulé dans l'Accord de prêt. L'assistance technique en matière de développement rural fera l'objet d'appel d'offres local, selon des procédures ayant l'agrément de l'institution coopérante et du FIDA et en accord avec les règles du gouvernement applicables aux contrats de services.

30. Un compte spécial sera ouvert auprès de la Nacional Financiera et doté d'une allocation autorisée de 1,5 million de USD. Les décaissements au titre des dépenses de fonctionnement, des salaires et des petits contrats et accords d'un montant inférieur à 10 000 USD seront effectués sur présentation d'un relevé de dépenses. Les versements aux entrepreneurs locaux participant aux activités de développement et à l'assistance technique se feront sur présentation de justificatifs détaillés. La Nacional Financiera servira d'agent financier pour le gouvernement mexicain.

31. Après l'entrée en vigueur du prêt, le projet établira ses systèmes de comptabilité et de contrôle interne qui seront installés par une firme de comptabilité spécialisée. Les comptes seront tenus par composante et par catégorie de dépenses et selon les procédures du gouvernement en matière de classification des dépenses. Ces opérations auront lieu six mois après le dépôt initial sur le compte spécial.

32. Un cabinet d'audit ayant l'agrément du FIDA sera chargé de procéder à la vérification annuelle des comptes et de la gestion et ses services seront financés par le projet. Les organismes travaillant sous contrat tiendront une comptabilité distincte de leurs dépenses au titre du projet.

### **F. Organisation et gestion<sup>14</sup>**

33. Le SAGARPA sera l'institution sectorielle chargée de l'exécution générale du projet, l'exécution directe étant assurée par FIRCO. Le projet sera implanté dans la structure administrative du PNMV. Le bureau national de coordination du PNMV fera fonction d'UEP, tandis que les bureaux d'État de FIRCO rempliront les fonctions d'unités de gestion décentralisées. L'UEP aura des fonctions normatives et méthodologiques, supervisant toutes les activités du projet. Les bureaux d'État auront la responsabilité décentralisée de l'exécution et de la supervision du projet.

34. Alors que le PNMV continuera d'opérer au niveau national selon les procédures habituelles d'administration et d'exécution, le projet mené dans les huit États retenus sera considéré comme une opération pilote, visant à améliorer les procédures locales de planification, d'exécution et de supervision du diagnostic participatif, ainsi qu'à tester de nouveaux instruments de diagnostic participatif pour ces processus. De plus, le processus de suivi du projet sera intensifié (par rapport au processus habituel) au niveau de l'État, de la municipalité et du microbassin versant. On obtiendra ainsi un ciblage approprié et la participation active des communautés rurales pauvres, indigènes et non indigènes, au niveau local.

35. À l'échelon du microbassin versant, le projet et le gouvernement municipal compétent financeront chacun pour moitié le coût d'un assistant technique municipal qui sera chargé d'aider les communautés rurales à réaliser le diagnostic participatif et les plans de développement<sup>15</sup>. Chaque assistant s'occupera en moyenne de deux bassins versants et de huit communautés. Ces spécialistes apporteront leur assistance aux communautés rurales pendant les trois années du projet. Après cela,

---

<sup>14</sup> Voir l'appendice VI.

<sup>15</sup> Voir l'appendice V

les *promotores campesinos* (appuyés par les techniciens chargés du suivi du projet sur le terrain et de l'équipe interdisciplinaire de l'État) aideront les communautés rurales à définir, planifier et réaliser leurs initiatives socioéconomiques et de gestion des ressources naturelles. Pendant la durée du projet, 75 auxiliaires municipaux de formation et 150 *promotores campesinos* seront engagés par les huit États participants.

36. Le projet prévoit une structure de participation des bénéficiaires à deux niveaux: i) les organisations communautaires et ii) les organisations des microbassins versants. Créées dans le cadre de la loi nationale sur le développement rural durable, les organisations communautaires participeront aux comités municipaux de développement rural, alors que les organisations des microbassins versants seront rattachées au comité provincial de développement rural. À l'aide de ces mécanismes, le projet renforcera les moyens de participation des organisations rurales, dans le cadre des mécanismes existants de l'administration locale.

37. Au niveau du projet et dans le cadre de sa structure opérationnelle, la démarche proposée pour la problématique hommes-femmes vise à créer les conditions nécessaires à: i) l'accès équitable des hommes et des femmes des zones rurales à toutes les possibilités de production, de formation et d'investissement et ii) la pleine participation des femmes rurales aux organisations communautaires, sociales et économiques. Par ses interventions en faveur de l'équité entre les sexes, le projet devrait rehausser sensiblement l'opinion que les femmes rurales ont d'elles-mêmes et améliorer leurs compétences en matière de production et de gestion d'une entreprise et leur capacité à produire un revenu.

### **G. Justification économique**

38. Le projet renforcera le capital social et humain et favorisera la conservation des ressources naturelles ainsi que le développement socioéconomique durable pour les 176 000 habitants des 220 microbassins versants de huit États. Les ressources humaines de la zone du projet (en particulier celles des femmes rurales et des organisations locales) seront mises en valeur par la formation systématique. Au total, le projet aidera 44 000 bénéficiaires directs à protéger leurs ressources naturelles de base et leur apportera une formation en agriculture, en élevage, en exploitation forestière et en gestion de la microentreprise ainsi qu'en commercialisation. Par la mobilisation du soutien financier des programmes de développement économique et social existants du gouvernement, le projet recueillera chaque année plus de 8 millions de USD sous forme d'investissements sociaux et productifs dans les microbassins versants choisis.

39. Les organisations locales et les dirigeants communautaires seront associés de près aux efforts de développement local par le biais des organisations des communautés et des microbassins versants parrainées par le projet. Ces organisations participeront aux actions de développement rural en cours au Mexique. De manière générale, on attend des organisations des communautés et des microbassins versants qu'elles prennent une part active aux comités municipaux et provinciaux de développement rural.

40. Au total, 132 000 habitants bénéficieront directement des activités du projet par l'accès aux investissements destinés à la conservation des sols et de l'eau, aux services sociaux (éducation et santé), aux travaux de distribution de l'eau, d'assainissement et d'électrification, aux routes rurales, sans compter d'autres facteurs qui amélioreront sensiblement leurs conditions de vie et le réseau de transport et de communication dans la microrégion. Ils bénéficieront aussi des investissements dans la gestion des bassins versants et dans la conservation des ressources naturelles qui seront réalisés dans le cadre du projet en liaison avec un don du FEM.

## H. Risques

41. Les risques du projet sont liés à: i) la cohérence des politiques fédérales, d'État et municipales en faveur des pauvres et l'efficacité des mécanismes institutionnels de coordination du développement rural; ii) l'apport adéquat de ressources financières aux niveaux fédéral, d'État et municipal; et iii) la volonté des institutions/secrétariats du gouvernement fédéral pour le secteur productif et social de coordonner efficacement les actions et investissements au niveau du microbassin versant. La mission de formulation a obtenu l'engagement du SAGARPA et du FIRCO, ainsi que celui des administrations des États et municipalités de mettre en œuvre des mécanismes efficaces de coordination, outre les mécanismes de planification annuelle qui seront mis en place pour allouer et transférer les ressources budgétaires aux zones du projet.

## I. Impact sur l'environnement

42. Le projet a été provisoirement classé dans la catégorie B, du fait qu'il est centré sur la conservation des ressources naturelles et que son impact éventuel sur l'environnement sera pris en considération au moyen des recommandations, interventions et investissements pertinents pour protéger l'environnement. Les activités menées dans le cadre des composantes gestion des ressources naturelle et développement agricole et non agricole du projet restaureront certaines des zones menacées de dégradation, atténueront les risques et encourageront l'utilisation rationnelle des ressources naturelles des microbassins versants. La réduction de l'érosion des sols, une meilleure gestion des bassins versants et la reconstitution de la biodiversité figurent parmi les avantages que le projet aurait pour l'environnement.

43. Les politiques et recommandations environnementales du PNMV concernant la sauvegarde et la gestion du paysage seront appliquées dans les zones du projet et seront renforcées par des recommandations et techniques de vulgarisation. On fera donc preuve de prudence dans l'apport d'une assistance pour la culture de plantes annuelles et pérennes et la gestion du bétail afin d'empêcher le déboisement, le surpâturage, le tassement du sol et l'érosion. Des conseils techniques seront donnés aux petites entreprises agricoles et non agricoles pour atténuer les dommages causés à l'environnement par la pollution.

## J. Aspects novateurs

44. Dans sa conception et son exécution, le projet présente quatre aspects novateurs: i) donner un rôle catalytique au FIDA par la consolidation des politiques, processus et mécanismes de décentralisation et de développement rural du gouvernement du fait qu'ils serviront d'instruments d'autonomisation des ruraux pauvres par l'emploi du microbassin versant comme unité d'intervention de base; ii) relier concertation et renforcement institutionnel aux instruments de développement rural/conservation des ressources naturelles et aux opérations sur le terrain; iii) soutenir les activités de planification de l'administration fédérale, d'État et municipale, du secteur privé, de la société civile et des organisations de base par une approche à long terme du développement et iv) utiliser des instruments spécifiques de ciblage au sein du groupe cible afin d'adapter les caractéristiques, limitations et besoins locaux de chaque sous-groupe à un ensemble déterminé d'actions et d'activités, compte tenu de leurs différences culturelles et agroécologiques.

## TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

45. Un accord de prêt entre les États-Unis du Mexique et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

46. Les États-Unis du Mexique sont habilités en vertu de leurs lois à contracter un emprunt auprès du FIDA.

47. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

#### QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

48. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera un prêt aux États-Unis du Mexique en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (10 500 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> février 2022 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES  
INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 12 novembre 2003)

1. **Compte spécial.** Le Gouvernement des États-Unis du Mexique ("le Gouvernement"), par l'intermédiaire de la Nacional Financiera S.N.C. (NAFIN), ouvrira puis gèrera à la Banque du Mexique, ou toute autre banque agréée par le Gouvernement et le FIDA, un compte spécial libellé en dollars des États-Unis, pour financer le projet selon des modalités et des conditions convenant au FIDA.
2. **Financement du projet.** Le Gouvernement mettra à la disposition du SAGARPA et du FIRCO tous les fonds requis, y compris les fonds de contrepartie, pendant la période d'exécution du projet afin que celle-ci se déroule harmonieusement.
3. **Examen à mi-parcours.** Le FIDA réalisera – en collaboration avec le Gouvernement, le SAGARPA, la NAFIN et le FIRCO – un examen de l'exécution du projet à la fin de la troisième année du projet.
4. **Cas additionnels de suspension.** Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de demander un retrait du compte de prêt dans le cas où le manuel des procédures d'exécution ou l'accord de mandat, ou l'une quelconque de leurs dispositions, a été détourné, ignoré, suspendu, retiré, amendé ou a subi toute autre modification sans le consentement préalable du FIDA, et où celui-ci a estimé que le fait de détourner, ignorer, suspendre, retirer, amender ou faire subir toute autre modification a eu, ou est susceptible d'avoir, un impact négatif important sur le projet.
5. **Manuel des procédures d'exécution.** L'UEP préparera un projet de manuel des procédures d'exécution et le soumettra à la NAFIN qui le transmettra au FIDA pour approbation. L'UEP adoptera le manuel sous la forme approuvée par le FIDA.
6. **Accord de mandat (*contrato de mandato*).** Le Gouvernement, le SAGARPA et la NAFIN signeront un accord aux termes duquel la NAFIN s'engage à administrer le prêt et à superviser le projet en sa qualité d'agent financier du Gouvernement pour ce qui est du prêt, et le SAGARPA accepte d'être l'organisme de tutelle du projet et s'engage à s'acquitter des tâches lui incombant à ce titre dans le cadre de l'Accord de prêt.
7. **Organisme chargé de l'exécution.** Le SAGARPA assumera la responsabilité globale de l'exécution du projet, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'agriculture, de l'élevage, du développement rural, de la pêche et de l'alimentation, qui délèguera l'exécution directe du projet au FIRCO.
8. **Protection phytosanitaire.** Les volets du projet s'inscrivant dans les dispositions du chapitre VIII, article 91, de la Loi sur le développement rural durable seront axés sur la réduction des risques pour la production agricole et la santé publique, et favoriseront l'adoption de méthodes appropriées de lutte phytosanitaire dans le cadre du projet.
9. **Problématique hommes-femmes.** Conformément aux articles 2 et 4 de la Loi sur le développement rural durable, le SAGARPA fera en sorte que le projet contribue à la réduction des inégalités entre les sexes dans la zone qu'il couvre.

10. **Conditions d'entrée en vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances institutionnelles, administratives et gouvernementales compétentes;
- b) le Gouvernement a remis au FIDA un exemplaire signé de l'accord de mandat; et
- c) le Gouvernement a remis au FIDA un avis juridique favorable, acceptable tant en la forme que sur le fond par le FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

MEXICO

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2001 1/</b>	1 909	<b>GNI per capita (USD) 2001 1/</b>	5 530
<b>Total population (million) 2001 1/</b>	99.42	<b>GDP per capita growth (annual %) 2001 1/</b>	- 1.8
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2001 1/</b>	52	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/</b>	6
<b>Local currency</b>	Mexican Peso (MXN)	<b>Exchange rate: USD 1.00 =</b>	MXN 0.09
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	1.4	GDP (USD million) 2001 1/	617 820
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	24	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	1.3
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	5	1991-2001	3.1
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	24	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	73	% agriculture	4
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	27
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	19
Total labour force (million) 2001 1/	41.32	% services	69
Female labour force as % of total 2001 1/	34	Consumption 2000 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	12
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	113 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	70
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	9	Gross domestic savings (as % of GDP)	18
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	1 917	Merchandise exports 2001 1/	158 547
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	18 a/	Merchandise imports 2001 1/	176 162
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	8 a/	Balance of merchandise trade	-17 615
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	5 a/	before official transfers 2001 1/	-27 046
Physicians (per thousand people) 2001 1/	2 a/	after official transfers 2001 1/	-17 683
Population using improved water sources (%) 2000 3/	86	Foreign direct investment, net 2001 1/	21 023
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	80-94	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	74	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	-1 a/
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	16 a/
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	5	Total external debt (USD million) 2001 1/	158 290
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	739	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	29
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	138	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	27
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	2 817	Lending interest rate (%) 2001 1/	14
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2001 1/	5
Arable land as % of land area 2000 1/	13		
Forest area as % of total land area 2000 1/	29		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	24		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003

**PREVIOUS IFAD FINANCING IN MEXICO**

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Oaxaca Rural Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	O	06 May 80	07 Sep 80	30 Jun 88	L - I - 36 - ME	SDR	17 450 000	79
Development Project for Marginal Rural Communities in the Ixtlera Region	IFAD	UNOPS	O	03 Oct 90	18 Oct 91	31 Mar 01	L - I - 270 - ME	SDR	21 650 000	100
Rural Development Project for the Indigenous Communities of the State of Puebla	IFAD	UNOPS	O	15 Apr 92	17 Jul 93	30 Jun 01	L - I - 303 - ME	SDR	18 250 000	87
Rural Development Project of the Mayan Communities in the Yucatan Peninsula	IFAD	UNOPS	O	07 Dec 95	04 Nov 97	30 Jun 04	L - I - 405 - MX	SDR	6 950 000	67
Rural Development Project for Rubber-Producing Regions of Mexico	IFAD	UNOPS	O	03 May 00	21 Dec 01	30 Jun 10	L - I - 534 - ME	SDR	18 600 000	10

Note: IBRD = International Bank for Reconstruction and Development  
O = Ordinary  
UNOPS = United Nations Office for Project Services

## LOGICAL FRAMEWORK

OBJECTIVES	INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
<p><b>Development objective</b> To reduce significantly poverty, marginalization and discrimination among poor rural communities of the micro-watersheds.</p>			
<p><b>Purpose</b></p> <p>To establish an inclusive environmentally sustainable social and economic development process to benefit poor rural communities and strengthen the National Micro-Watershed Programme of FIRCO, which aims to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Enhance the social and human resources of rural and indigenous communities.</li> <li>• Improve natural resource management and preservation in a sustainable way.</li> <li>• Stimulate income-generation through increased rural productivity in areas of agriculture, cattle-raising, forestry and small enterprises</li> <li>• Strengthen the operational and inter - institutional coordination capacities of the National Micro-Watershed Programme (NMWP).</li> <li>• Generate pilot experience of replicable methodologies for rural development in the country under NMWP's micro-watershed approach.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least 220 micro-watersheds will be incorporated into the rural development process through the implementation of 220 production and conservation master plans during the first six years of project execution.</li> <li>• Until the fourth year the systematization of experiences and methodological processes consolidates the replicability of the micro-watershed approach for rural development.</li> <li>• Around 44 000 rural poor (45% indigenous and 30% women) will benefit from project.</li> <li>• Men and women participate in the planning and the decision-making of their organizations.</li> <li>• Growing number of women participating at managerial levels in organizations.</li> <li>• The planning, management and technical capacities of the municipalities are greater.</li> <li>• Some 80% of rural inhabitants are using better natural resource management practices, which safeguard against degradation.</li> <li>• Agricultural and non-agricultural rural activities are increasing in terms of productivity and profitability.</li> <li>• Number of newly established micro-business and number of business operating after their second year</li> <li>• The NMWP improves the quality of rural development support instruments.</li> <li>• Number of executed projects and cofinancing amounts increasing.</li> <li>• Gender equity promoted with regard to participation in organizations, decision-making power and access to services and resources.</li> <li>• The rural organizations of the micro-watersheds participate in the environmental services market.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Base line study.</li> <li>• Evaluation reports.</li> <li>• Impact studies.</li> <li>• Systematization reports.</li> <li>• Records.</li> </ul>	<p>SAGARPA and FIRCO approve the project's development framework</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project likely to have public and private inter-institutional coordination</li> <li>• State and municipal governments are involved in the project.</li> <li>• Resources are budgeted and assigned efficiently.</li> </ul>
<p><b>Result 1: Human &amp; Social Capital Development</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base organizations, municipalities and technicians strengthen their planning, management, participation and decision-making capacities for the development of the micro-watersheds.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Master plans are being elaborated and executed in 180 micro-watersheds across eight states.</li> <li>• At least 200 organizations are reinforcing their capacities and becoming part of production and market chains.</li> <li>• Organizations in 330 communities manage and execute cultural, social, economic and conservation projects.</li> <li>• 90 municipalities are improving their technical and management skills for development and also receive technical support for the micro-watersheds.</li> <li>• At least 90 tripartite agreements (municipality, state and national) are signed to execute the NMWP in a coordinated way.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Monitoring reports.</li> <li>• Evaluation reports.</li> <li>• Agreements.</li> <li>• Community records.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Men and women effectively participate within the planning methodology</li> <li>• The municipalities and the states commit to participating in the project.</li> </ul>
<p><b>Result 2: Natural Resource Management</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The beneficiary population of the micro-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least the 80 % of the target population are environmentally aware and therefore improving their natural resource management and conservation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Monitoring reports.</li> <li>• Evaluations reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Awareness among beneficiaries of the</li> </ul>

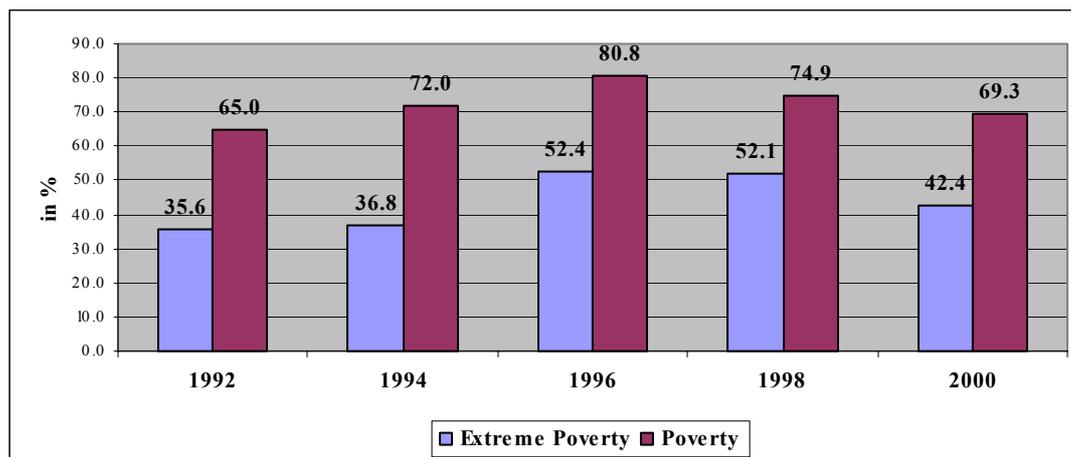
watersheds sustainably improve their methods of water, soil, vegetation and biodiversity conservation.	<p>methods.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Positive change in relationship between natural resource management and conservation, and economic activities in rural areas.</li> <li>• Number of technicians (men and women) trained to manage and preserve natural resources.</li> <li>• Number of beneficiaries (men and women) trained.</li> <li>• The number of natural resource conservation initiatives established and the amount of financial resources invested.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Systematization reports.</li> <li>• Community records.</li> </ul>	importance of good ecosystem management to development.
<p><b>Result 3: Agricultural and Non-Agricultural Development.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Beneficiaries transform their labour activities into profitable, sustainable and market-oriented activities that increase the rural income-generation capacity.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approximately 1 100 rural micro-businesses are started and strengthened.</li> <li>• USD 0.6 paid as pre-investment funds.</li> <li>• Women increasingly integrated into sustainable economic activities, increasing incomes by 25%.</li> <li>• At least 30% of the micro-businesses are run by women.</li> <li>• Around USD 2.3 assigned to shared risk investment.</li> <li>• Number and type of studies-performed by consultants.</li> <li>• Number and type of stable micro-businesses.</li> <li>• New connections and commercial relationships are established.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Monitoring reports.</li> <li>• Consultants' report.</li> <li>• Case study reports.</li> <li>• Systematization reports.</li> <li>• Community records.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Resources are allocated for specialized technical assistance.</li> <li>• The private sector participates in commercial processes.</li> </ul>
<p><b>Result 4: Institutional Development of the National Micro-Watershed Programme.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The National Micro-Watershed Programme (NMWP) strengthens its capacity and instruments for a planning process that involves beneficiary participation, district development, natural resource conservation and coordination within and among the institutions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaborated elements in the institutional strengthening of the NMWP.</li> <li>• Number and type of instruments developed to promote inter-institutional coordination.</li> <li>• Number of workshops aimed at promoting negotiations between the Government and the population.</li> <li>• At least five specialized consultancies are hired for NMWP institutional strengthening.</li> <li>• The Geographical Information System is implemented in the first year.</li> <li>• Two private technical agencies deliver rural development services in the micro-watersheds.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Monitoring reports.</li> <li>• Evaluation reports.</li> <li>• Records.</li> <li>• Contracts.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The NMWP executives and technicians are willing to incorporate adjustments.</li> <li>• Both government and society participate in the process.</li> </ul>
<p><b>Result 5: Gender Focus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Equitable participation of men and women is achieved in all project interventions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Almost 30% women beneficiaries (13 000 women) run rural projects and participate actively in the social and economic organizations of the micro-watersheds.</li> <li>• Approximately 60% women beneficiaries improve and diversify their rural activities, thereby gaining access to markets.</li> <li>• In 70% of economic organizations, at least 30% of the membership is made up of women and the directive bodies have at least one woman member.</li> <li>• Housework is reduced for adult women (both in terms of time and work)</li> <li>• Almost 30% of men perform housework formerly done by women.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Monitoring reports.</li> <li>• Evaluation reports.</li> <li>• Records.</li> <li>• Case study reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The stakeholders are willing to apply a gender focus.</li> </ul>

ACTIVITIES		
<p><b>Human and Social Capital Development</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration of master plans and projects.</li> <li>• Organization and development of training programmes. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Training courses for rural promoters.</li> <li>- Training courses for technicians in micro-watershed rehabilitation.</li> <li>- Formal training update (for technical assistants).</li> </ul> </li> <li>• Capacity-building and strengthening programmes. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Community organizations.</li> <li>- Municipal governments.</li> <li>- Technical advisers.</li> </ul> </li> <li>• Establishment of a rural communication programme. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diffusion.</li> <li>- Socio-cultural activities.</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Natural Resource Management</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Training and awareness-raising.</li> <li>• Support for technical assistance.</li> <li>• Investments for management and conservation in model micro-watersheds and others: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Support for conservation projects, rehabilitation and agricultural productivity increases (integral and basic).</li> <li>- Forestry nurseries.</li> <li>- Other.</li> </ul> </li> <li>• Assistance through demonstrations on soil use and production systems. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demonstration plots.</li> <li>- Field days.</li> </ul> </li> <li>• Information exchange among micro-watersheds (technical assistants and beneficiaries).</li> <li>• Systematization of best practices.</li> <li>• Environmental services. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacity-building for beneficiaries.</li> <li>- Environmental actions: <i>carbon sequestration, water harvesting and retention, soil conservation and retention, biodiversity conservation and ecotourism.</i></li> <li>- Coordination of payments for environmental services.</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>Agricultural and Non-Agricultural Development</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacity-building, assistance and consultancies for productive activities.</li> <li>• Trading: <i>Contact identification and market opportunities.</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Studies and technical advice.</li> <li>- Tours and participation in trade fairs.</li> <li>- Business promotion: Business boards.</li> </ul> </li> <li>• Programme for micro-business. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Creation and organization of micro-business</li> <li>- Establishment of pre-investment funds.</li> <li>- Training and technical assistance for micro-businesses.</li> <li>- Advisory services for micro-businesses.</li> <li>- Monitoring of micro-businesses.</li> <li>- Equipment and investment supply for micro-businesses.</li> <li>- Shared-risk investment.</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Strengthening of the National Micro-Watershed Programme</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Strategy and instrument development for intra and inter-sectoral public and private institutional coordination.</li> <li>• Negotiation between the Government and the civil population: <i>seminars and workshops.</i></li> <li>• Institutional strengthening of the NMWP. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inter-institutional coordination seminars and workshops.</li> <li>- Training for executives and technicians.</li> <li>- National and international consulting.</li> <li>- Geographic Information System.</li> <li>- Contracting of technical services agencies.</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>Gender-related project activities</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gender equity in the PEU. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mechanisms for applying a gender focus.</li> <li>- Appointment of staff in charge of gender issues and selection of technical team.</li> <li>- Promotion of women's participation and provision of information.</li> <li>- Relation with Pro-Gender (IFAD's Technical Assistance Grant).</li> <li>- Support to gender-oriented studies.</li> <li>- Coordination with Monitoring and Evaluation.</li> </ul> </li> <li>• Gender-related actions to identify inequity issues.</li> <li>• Gender-related activities in the Components.</li> </ul> <p><i>Human and Social Capital Development.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion of women's participation in meetings or assemblies.</li> <li>- Rural diagnostic plans include gender focus.</li> <li>- Capacity-building plan for gender issues: <i>i) awareness-raising of gender issues; and ii) capacity-building for promoting gender issues in development.</i></li> </ul> <p><i>Natural Resource Management.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Training and awareness-raising of gender issues present in aspects of the components.</li> </ul> <p><i>Agricultural and Non-Agricultural development.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Women's participation in the activities.</li> <li>- Study of women involved in micro- businesses.</li> <li>- Gender action programme.</li> </ul>

**POVERTY AND GENDER IN MEXICO**

1. Over the last decade, poverty and extreme poverty levels in rural Mexico have followed trends in the country's economy. A recent poverty evaluation study<sup>1</sup> conducted by the Secretariat of Social Development showed a significant increase in poverty and extreme poverty between 1992 and 1996 and a slow decline in these levels from 1998 to 2000 (graphic below).

**EVOLUTION OF POVERTY AND EXTREME POVERTY IN RURAL AREAS 1992–2000**  
(in % of individuals)



Source: Based on data from: Córtez, F., Hernández, D., Hernández, E., Székeli, M, and Vera, H. *ibid*

2. Poverty and extreme poverty levels in rural areas reached a peak in 1996, one year after the Tequila Crisis that affected Mexico from 1994 to 1995. In 1992 Mexico's rural areas had a poverty level of 65% and an extreme poverty level of 35.6%. By contrast in 1996, these levels reached 80.8% and 52.4%, respectively. The recovery of the Mexican economy brought only a small reduction in poverty and extreme poverty levels. In 2000 poverty still affected 69.3% of the rural population, while extreme poverty affected 42.4% (graphic above).

3. According to government estimates, out of a total of 2 400 municipalities, 810 are considered very poor and 340 extremely poor. In the latter category, more than 40% of households have no water or sewage services, 60% lack primary school education, 50% live in homes with dirt floors and 30% of the population over 15 are illiterate. The rural poor are mostly engaged in agricultural activities, with over 50% of them related to either small-scale production or seasonal labour. The weak and uneven performance of the agricultural sector is reflected in its limited capacity to generate adequate income for small-scale producers and workers.

4. The incidence of poverty is highest in the southern states<sup>2</sup> (68% compared with a national average of 32% in 2000), and continues to rise. While these states account for only 15% of Mexico's population, they contain over half of those classified as extremely poor. One of the characteristics of rural poverty incidence and geographical distribution in Mexico is the consistent overlap with indigenous populations. States with the lowest living standards and highest incidence of extreme poverty are also those with the largest concentration of indigenous people (41% of its population). These ethnic groups are located at the lowest social and economic strata of each state.

<sup>1</sup> Cortez, F., Hernández, D., Hernández, E., Székeli, M, and Vera, H. 2000. *Evolución y Características de la Pobreza en México en la Última Década del Siglo XX. Serie Documentos de Investigación 2.* SEDESOL, Agosto, 2002.

<sup>2</sup> Oaxaca, Chiapas, Guerrero, Hidalgo, Puebla and Veracruz.

## APPENDIX IV

5. Poverty levels among indigenous communities are alarmingly high with an estimated 80% of the population living in conditions of extreme poverty<sup>3</sup>. The Zapatista National Liberation Army (EZLN) uprising of 1994 is one of the consequences of indigenous groups' social and economic claims. The EZLN have repeatedly returned to international headlines since then, as the conflict has continued to simmer and periodically erupt. Despite relatively high levels of public expenditure in recent years, deficiencies in the design and implementation of government programmes have led to limited results, failing to stimulate social and economic development in these states, and among their poor populations.

6. Women head 17% of rural households. Rural women represent 12% of the economically active population, 15% of the *ejidatarios*<sup>4</sup> and more than 50% of the labour input in crops such as coffee. In those households where there is seasonal or permanent migration, women assume *de facto* full responsibility for economic and productive decisions. Due to traditional biases, they face special constraints on access to financial and extension services, land and other productive resources. Historical prejudices and systematic exclusion of women from the mainstream of the country's social and economic development arise from the patriarchal nature of rural society. Thus, rural women are consigned to the lowest rung of the income ladder. Women are among the most vulnerable groups in rural areas. Low educational levels and very limited access to labour and productive resources are among the perpetuating causes of poverty among rural women.

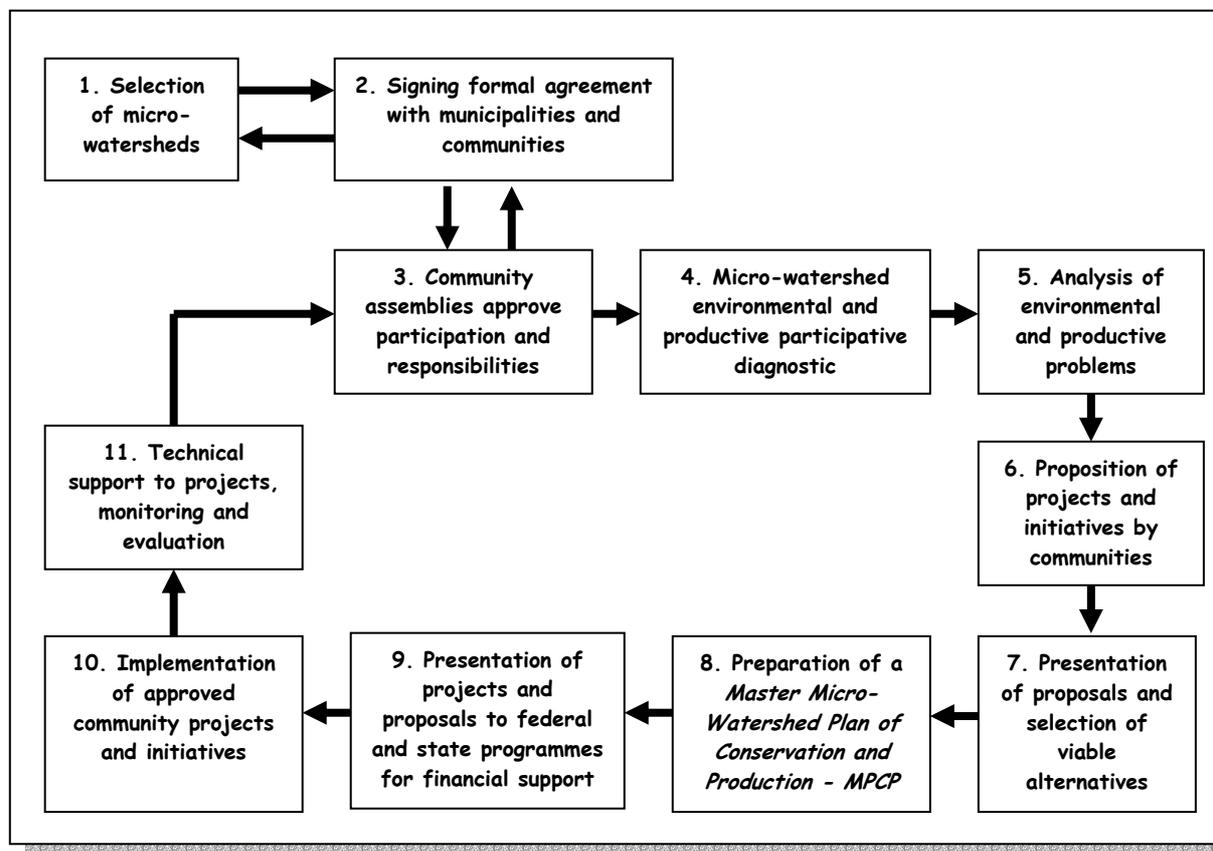
---

<sup>3</sup> The World Bank. 1996. CAS, Mexico. October 1996.

<sup>4</sup> *Ejido* members

**PROJECT STRATEGY AND DESIGN**

**PROPOSED PROJECT OPERATIONAL MODEL**



**TABLE 1: PROGRAMME DESIGN MATRIX**

Project Components	Strategic Framework for IFAD 2002–2006			Outputs
	Human and Social Assets	Productive Assets and Technology	Financial Assets and Markets	
<b>Human and Social Capital Development</b>	Strengthening the capacity of the rural poor and their organizations to participate in planning local development	Improved access to agricultural and non-agricultural productive training	Improved access to government social investment programmes	Empowerment Self-reliance
<b>Natural Resource Management</b>	Environmental and natural resource conservation consciousness	Environmentally sustainable productive knowledge Improved value of land assets		Improved productive capacity of land and natural resource assets Better living conditions Sustainable development
<b>Agricultural and Non-Agricultural Development</b>	Strengthening the income-generating capacity of the poor	Access to local rural technical agricultural and non-agricultural support services, productive investments and markets	Access to local rural marketing support services and financial services Improved access to government productive investment programmes and financial services	Improved income Better living conditions Empowerment

## APPENDIX V

TABLE 2: ECONOMIC DEVELOPMENT OPPORTUNITIES FOR THE TARGET POPULATION

Beneficiaries	Current Activities	Change factors	Products
1. Subsistence agricultural producers (men and women, indigenous and non-indigenous) (with irrigation or potential access to irrigation).	Inefficient production. Disorganized and fragmented production and marketing. Climatic risks. Inefficient marketing.	Efficient irrigation systems. Focus on high-income, high-demand crops (fruits, vegetables and aromatic herbs). Marketing support. Organization and training. Innovative production technologies.	Produce and fruits such as tomatoes, onions, bell peppers, chilli, garlic, strawberries, water melon, cantaloupe, etc. Aromatic herbs. Medicinal herbs.
2. Subsistence permanent crop producers (men and women, indigenous and non-indigenous) (coffee, cocoa, rubber, avocado, other fruits, etc.).	Inefficient production. Disorganized and fragmented production and marketing. Low quality products. Climatic risks. Inefficient marketing.	Crop diversification and support for organic production. Marketing support. Organization and training. Innovative production technologies.	Produce and fruits such as tomatoes, onions, bell peppers, chilli, garlic, strawberries, water melon, cantaloupe, etc. Aromatic herbs.
3. Subsistence agricultural producers (men and women, indigenous and non-indigenous) (without access to irrigation).	Inefficient Production. Disorganized and fragmented production and marketing. Climatic risks. Inefficient marketing.	Focus on fruit production and improved technologies for current crop production. Organization and training. Innovative production technologies.	Organic coffee and cocoa. Papaya, citrus, jamaica, palma camedor, etc.
4. Subsistence micro-entrepreneurs and traditional handicraft makers (men and women, indigenous and non-indigenous).	Inefficient Production. Disorganized and fragmented production and marketing. Low quality products. Climatic risks. Inefficient marketing.	Focus on high quality handicrafts and food processed products (fruits, jams, preserves, cheese and milk derivatives, etc.). Improved design of traditional handicrafts. Organization and training. Innovative production and processing technologies.	Pottery, fabrics, wood, stone and metal handicrafts. Preserves of traditional fruits and vegetables, chilli sauces, cheese and traditional candies.

ORGANIZATION AND MANAGEMENT

